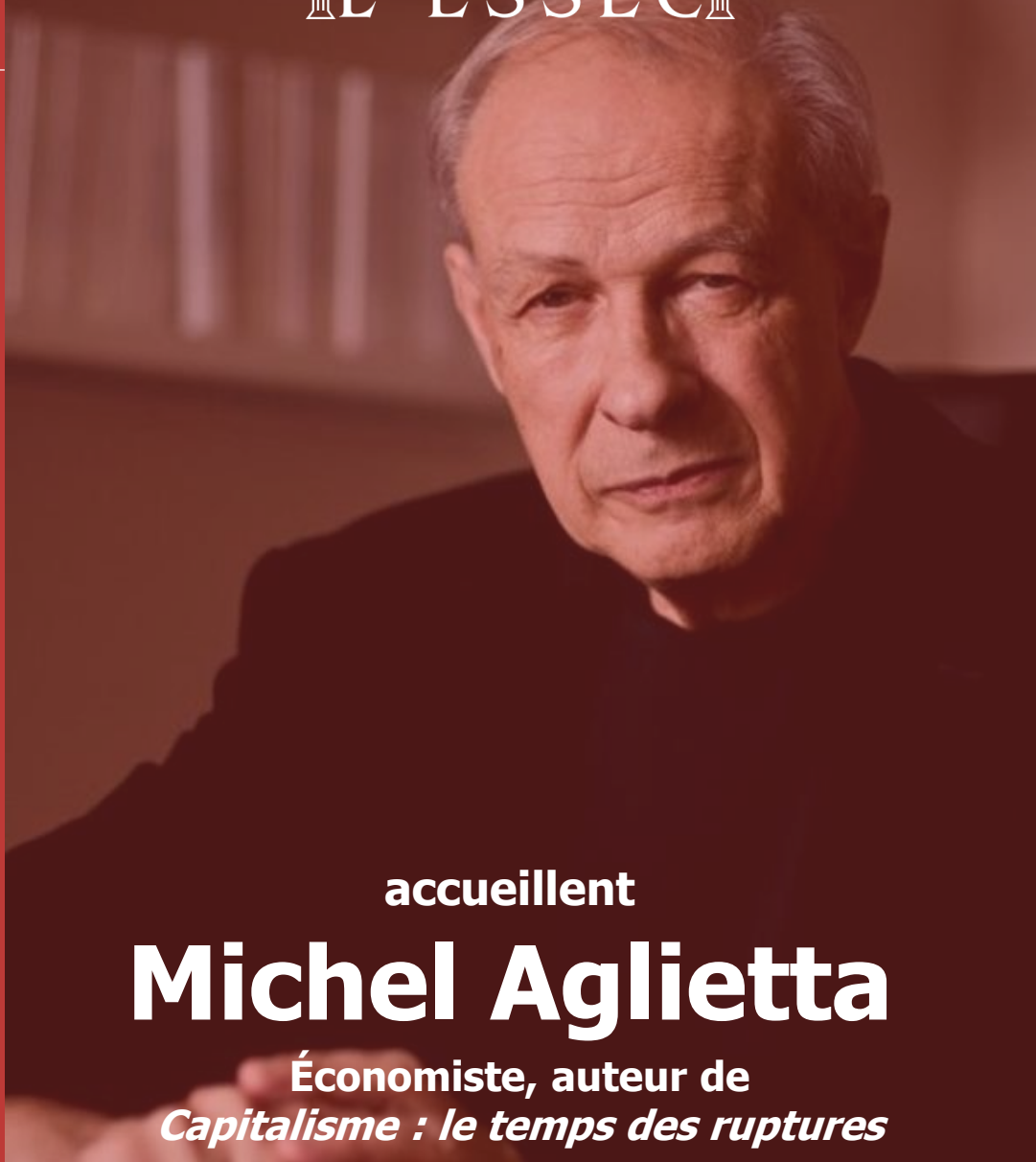


La Bio

par

Marie Triau

"Le penseur des limites du capitalisme" : dénommé ainsi lors d'un colloque à la Banque de France, Michel Aglietta fait partie du cercle restreint des économistes aux œuvres à la fois diverses et estimées. Ancien élève de Polytechnique et de l'ENSAE, il soutient en 1974 sa thèse à la Sorbonne, sur la *Régulation du mode de production capitaliste dans la longue période*. Deux ans plus tard, il obtient l'agrégation de sciences économiques et écrit son premier ouvrage : *Régulation et crises du capitalisme*. C'est d'ailleurs ce livre qui marquera les débuts de l'École de la Régulation. Avec son co-fondateur Rober Boyer, il étudiera la structure des systèmes financiers, les différents scénarios de sortie de crise et leurs liens étroits avec la croissance économique. Mais son parcours est loin de se limiter à cela : conseiller au CEPII, à la Banque de France, à la FED, il reçoit également le prix de l'économiste de l'année en 1995 et le prix européen du livre d'économie en 2005. Aujourd'hui encore, son activité reste florissante. Il est professeur de macroéconomie à HEC, membre du Haut Conseil des Finances Publiques, chercheur au CEPII, et sans oublier professeur émérite de sciences économiques à Nanterre. Auteur prolifique, il s'attaque à des sujets aussi vastes que complexes : le système monétaire international, le capitalisme financier, l'Europe, la Chine... bref, une référence incontournable pour tout élève de prépa éco qui se respecte ! Et la liste ne s'arrête pas là : Aglietta a publié en Novembre son dernier ouvrage *Capitalisme : le temps des ruptures* dans lequel il refonde sa théorie au regard des nouvelles problématiques sociales et environnementales propres au XXI^{ème} siècle. En somme, il semble bien difficile de présenter le chef de file des régulationnistes à travers un prisme unique ...



accueillent

Michel Aglietta

**Économiste, auteur de
*Capitalisme : le temps des ruptures***

L'Édito

par

Marine Landon

Le capitalisme, une histoire de religion

L'heure est venue d'user de notre droit au blasphème, osons profaner la religion la plus pratiquée dans le monde : le capitalisme. Vous doutez du caractère mystique de ce modèle ? Pourtant Max Weber expliquait en 1905 que le capitalisme est né de la religion protestante. Or la religion c'est la croyance en un principe supérieur, ici l'accumulation des richesses.

Pendant longtemps, le débat s'est limité à l'opposition entre deux blocs diamétralement distincts : le capitalisme et le socialisme, le bien et le mal. Pourtant, plus de 30 ans après la chute du mur de Berlin, le modèle capitaliste semble à un point de rupture pour reprendre les termes de Michel Aglietta. Chaque trimestre, le rituel recommence. Dans les couloirs de Bercy et du Palais de l'Élysée, règne un silence mystique. Le gouvernement est pendu aux lèvres de l'INSEE pour qu'on lui communique le sacro-saint chiffre de la croissance. Ce chiffre serait l'indicateur d'une économie en bonne santé : consommer plus, produire plus, voilà la clef d'une société épanouie, promesse d'une terre féconde pour une prochaine élection. Il n'est pas rare d'entendre ici et là les soupirs nostalgiques de l'époque des trente glorieuses : on pouvait fumer dans les cafés, conduire sans ceinture et surtout on connaissait une croissance moyenne de plus de 5%. L'âge d'or du capitalisme. De quoi faire rêver. Vraiment ?

Le capitalisme repose sur l'accumulation illimitée des richesses. Mais comment concevoir un tel postulat dans un monde aux ressources environnementales limitées ? Le capitalisme, c'est aussi la répartition trop inégale des richesses, comment ne pas l'interroger face au Mouvement des gilets jaunes ? Mais alors, à l'image de la démocratie « le moins pire des modèles », le capitalisme subsiste-t-il uniquement à défaut d'autre remplaçant ? Faut-il changer de modèle ou simplement le réguler davantage ? Ayons au moins le courage d'oser le questionner, de façon plus profonde.

Présentation :
Antoine Habert
Tom Ducourant

Interview :

Marguerite Archambault
Maxime Liévois

Nous recevrons prochainement :



Gabriel Attal

Secrétaire d'État auprès du Ministre
de l'Éducation Nationale et de la Jeunesse

Nous recevions précédemment :

Eric Fottorino, Claire Carrard et Rémy Buisine

« Aujourd'hui, nous sommes tous
devenus des médias »

Le 26 novembre dernier, les Mardis de l'Essec recevaient Claire Carrard, Éric Fottorino et Rémy Buisine pour une table ronde sur l'avenir des nouveaux médias. Les intervenants ont d'abord défendu leurs modèles économiques respectifs. Éric Fottorino, cofondateur de l'hebdomadaire *Le 1*, a revendiqué le « zéro publicité » afin d'offrir une promesse de lecture attractive car, « le modèle économique se fonde sur les lecteurs ». Claire Carrard a avoué que *Courrier International*, dont elle assure la rédaction, ne pouvait pas se passer de la publicité qui génère encore 10% du chiffre d'affaires. Elle a également insisté sur l'enjeu crucial des abonnements digitaux car ces derniers occupent une part croissante dans les revenus du journal. Quant à *Brut*, le modèle est à présent rentable en France en grande partie grâce aux publicités diffusées avant et pendant le visionnage des vidéos.

La question du support papier a généré une véritable bataille d'opinions, Claire Carrard rejetant la mort annoncée du « print » tandis que « les médias classiques ont perdu la bataille du temps réel » selon Éric Fottorino. Journaliste pour *Brut* depuis 2016, Rémy Buisine avait certainement une longueur d'avance sur ce sujet.

Point de concorde du débat, nos trois invités ont garanti leur indépendance éditoriale et ce, peu importe les actionnaires détenant le média. Comme l'ont rappelé Éric Fottorino et Rémy Buisine, ce sont eux qui sont allés à la rencontre des grands industriels et non l'inverse. La réalité est telle que sans eux, bon nombre de médias n'existeraient plus. Finalement, une définition du bon journaliste serait quelqu'un capable de bousculer ses préjugés en regardant le monde non pas de haut mais à hauteur des citoyens afin de les rassurer. Car il semblerait qu'avec le développement des fake news, nous entrerions dans ce qu'Éric Fottorino identifie comme une « société de défiance ».



Avec le soutien de :



Retrouvez Les Mardis sur :



@lesmardis

lesmardis.online